

L'armée réaffirme sa neutralité

Burundi Peu avant, le ministre de la Sécurité publique avait annoncé un durcissement de la répression.

A lors que la société civile avait annoncé une pause de 48 heures – jusqu'à ce lundi – dans les manifestations contre la perspective d'un troisième mandat présidentiel – interdit par l'Accord de paix d'Arusha – pour le chef d'Etat sortant, la situation s'est encore tendue au Burundi.

Des "ennemis du pays"

Vendredi soir, peu après l'annonce des deux jours de trêve, deux attaques ont tué deux policiers et un civil à Bujumbura et fait une dizaine de blessés. Quasiment simultanées, elles sont survenues à Kamenge et au centre-ville – deux zones où il n'y a pas eu de manifestations jusqu'ici.

Le ministre de la Sécurité publique, le général Gabriel Nizigama, issu de l'ex-guérilla hutue CNDD-FDD (aujourd'hui devenue le parti au pouvoir), a "lié" ces attaques "à ceux qui disent manifester". Et le ministre de dénoncer "une entreprise terroriste". "La police, en collaboration avec l'armée du Burundi, va tout mettre en œuvre pour arrêter ce soulèvement [...] Dès aujourd'hui, nous ne verrons plus des manifestants mais des malfaiteurs, des terroristes, et même des ennemis du pays."

En raison de la manière professionnelle de mener les deux attaques, les observateurs à Bujumbura, rapporte l'AFP, n'écartent cependant pas la possibilité d'une manipulation.

Samedi, le ministre de la Défense, le général Pontien Gacyubwenge – issu, lui, de l'ancienne armée tutsie, aujourd'hui fusionnée avec des membres des ex-guérillas hutues – a, de son côté, réaffirmé la neutralité de l'armée. "Personne ne peut demander à l'armée du Burundi d'adopter un comportement, une attitude ou des méthodes qui sont en contradiction avec l'Accord d'Arusha et la Constitution." (voir "La Libre Belgique" du 25 avril)

Le ministre de la Défense a encore appelé "les acteurs politiques" à "éviter tout comportement indigne et de nature à replonger le pays dans le sombre passé qu'il a vécu" – soit la guerre civile Hutus-Tutsis (1993-2005). Il a mis "en garde" ceux qui "s'arrogent le droit de porter gratuitement atteinte aux droits que la Constitution garantit aux paisibles citoyens et leur demande d'y mettre fin sans délais".

50 %

D'UNE SEULE ETHNIE

L'accord d'Arusha prévoit que l'armée et la police ne peuvent être constituées à plus de 50 % par une ethnie.

L'armée ne matera pas le peuple

Ces déclarations successives indiquent des divergences croissantes entre police, jugée proche du pouvoir en place, et armée, considérée comme plus professionnelle – et appréciée de la population, ces derniers jours, parce qu'elle s'interposait

entre policiers (qui ont tiré à balles réelles, au grand dam des Nations unies) et manifestants. Conformément à l'Accord de paix d'Arusha, les deux corps ne peuvent être constitués de plus de 50 % de gens de la même ethnie.

"L'armée est bien préparée à être au-dessus de la mêlée", nous dit une source militaire. "Si les autorités trouvent une voie sans heurts, c'est bien. Mais s'il faut mater la population, elle ne le fera pas. Elle ne couvrira pas la volonté d'un petit groupe de gens."

MFC

La milice Imbonerakure sème la peur

Voilà plusieurs années qu'on en parle. La jeunesse du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, fait pression par la menace et la force physique sur ceux qui n'appuient pas le président Nkurunziza et sa formation politique.

"Les Imbonerakure – 'ceux qui voient loin', donc les éclaireurs – existent depuis le maquis", nous explique un élu CNDD-FDD. "Leur travail était de mobiliser la population et recueillir du renseignement pour préparer le terrain aux combattants. Quand le parti est arrivé au pouvoir (2005), on en a fait un mou-

vement de jeunesse mais ils se voient toujours comme les défenseurs du parti. Ce n'est pas une milice, mais c'est là que la clique qui dirige le parti puise pour s'en constituer une."

Une source à Bujumbura nous raconte le sort d'un de ses parents, en province de Cibitoke. Un jeune boulanger dont les affaires marchaient bien était racketté par les Imbonerakure, au nom de "l'effort de guerre". "A un moment, il en a eu marre de payer parce qu'on ne cessait de lui demander de l'argent. Il a dit 'assez'. Il a été tué de nuit, en janvier dernier, à

bout portant, quand il est venu ouvrir la porte. Il vivait pourtant dans un endroit habité. La police, à deux pas de là, n'est arrivée que quatre heures après les coups de feu."

Jean Minani, député Frodebu de Kirundo, connaît bien ces miliciens. *"Ils sont armés. Ils font des exercices militaires devant la maison d'une famille, en leur disant : si le président Nkurunziza n'est pas élu ici, vous allez voir ce qui va vous arriver. Alors beaucoup de gens fuient"*, nous a-t-il expliqué il y a quelques jours. Quelque 26 000 Burundais ont fui leur

pays ces dernières semaines.

"Notre parti annonce qu'il va faire une réunion à tel endroit – et les Imbonerakure nous jettent des pierres. Sauf si on vient en force. Il n'est pas possible, pour les autres partis que le CNDD-FDD, de tenir des réunions publiques. L'autre jour, j'ai pris mon courage à deux mains et je suis allé trouver des Imbonerakure. Je leur ai expliqué ce qui était arrivé au Rwanda (NdIR : le génocide) et comment c'était arrivé. Certains m'ont écouté. Ils sont avec nous".

Marie-France Cros